



L'équipe du Flash Handicap vous souhaite un bel été et de bonnes vacances !

Prochaine parution : Le 28 août

ACTUALITES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Prestation sanitaire et sociale

Conditions d'attribution automatique aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés de leur pension de retraite – [Texte intégral](#)

Organisation sanitaire et sociale

Modalités de financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile dans le cadre de l'épidémie de covid-19 – [Texte intégral](#)

Adaptation des épreuves de certification des diplômes du travail social pour la session 2020 en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 – [Texte intégral](#)

Accessibilité

Réponse à la question écrite Sénat de Madame Christine Herzog : construction d'une maison adaptée aux handicapés et plans d'urbanisme – [Texte intégral](#)

Travail, Emploi

Avis de recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps des adjoints administratifs du ministère de la justice au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#)

Avis de recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps des secrétaires administratifs du ministère de la justice au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#)

Avis de recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps des professeurs techniques de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#)

Avis de recrutement de travailleurs handicapés par la voie contractuelle dans le corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#)

Avis de recrutement d'un travailleur handicapé par la voie contractuelle dans le corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2020 – [Texte intégral](#)

Autre texte

Composition du Gouvernement – [Texte intégral](#)

ACTUALITES BIBLIOGRAPHIQUES

Note d'étape de la perception des orientations du Conseil de l'enfance et de l'adolescence du HCFEA relative aux droits de l'enfant - Conseil de l'âge, Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge

L'objectif de cette note est de : mettre en exergue la perception des enjeux et les mises en œuvre suscitées par les travaux du Conseil de l'enfance et de l'adolescence depuis son installation, ainsi que les axes d'amélioration de l'Etat français au regard de l'application de la Cide ; s'appuyer pour cela sur le calendrier et les articles sélectionnés par le Comité des droits de l'enfant à Genève, dans le cadre de la procédure simplifiée du suivi de la Cide par la France ; conjointement initier une démarche d'autoévaluation par le Conseil de l'enfance et de l'adolescence dans un souci d'amélioration de sa méthode dans la réalisation des missions qui lui sont confiées et de ses objectifs de travail. Pour cela, le Conseil de l'enfance a réalisé – via un questionnaire en ligne – un retour de ses membres sur la perception des orientations et propositions du Conseil de 2017 à 2019. Ont ici été traités huit des dix rapports réalisés à date. La partie II du rapport présente l'analyse et la synthèse du bilan de la prise en compte des propositions du Conseil, rapport par rapport. Les membres du Conseil réunis en séance du 16 juin ont complété les résultats du questionnaire par des observations supplémentaires. La restitution détaillée des résultats de l'étude est présentée dans la partie III en suivant l'ordre des articles ciblés par le Comité des droits de l'enfant (DDE) de l'ONU à Genève pour la procédure simplifiée la consultation des Etats 2020-2021. [HCFEA, 2020, 103p.](#) – [Texte intégral](#)

La mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH) – Défenseur des droits

Dix ans après l'entrée en vigueur de la CIDPH en France, le Défenseur des droits publie son premier rapport d'appréciation de la mise en œuvre de la Convention. Ce rapport s'inscrit dans la perspective de l'examen de la France par le Comité des droits des personnes handicapées des Nations-Unies. Prévu en septembre 2020, cet examen a été reporté sine die en raison de la crise sanitaire liée à la Covid 19. Ce report, bien que compréhensible, est particulièrement regrettable en ce qu'il vient s'ajouter au retard pris par la France pour présenter son rapport initial sur la mise en œuvre de la CIDPH. En effet, ce n'est qu'en 2016, soit avec quatre ans de retard, que l'État a remis son rapport au Comité des droits des Nations-Unies. C'est pourquoi le Défenseur des droits a décidé de faire connaître dès maintenant ses constats et de formuler des recommandations. [...] Qu'en est-il du respect par l'Etat de ses engagements internationaux ? Qu'en est-il de l'effectivité des droits consacrés par la Convention ? Pour le Défenseur des droits, le bilan est contrasté. Si de nombreux progrès ont été réalisés ces dernières années, comme par exemple, la pleine reconnaissance à tous les majeurs protégés du droit de voter ou de se marier, d'importantes lacunes subsistent dans la mise œuvre des principes et droits reconnus par la Convention. De ce point de vue, il apparaît que la France n'a pas encore pleinement pris en considération le changement de modèle qu'elle induit. Ce constat est particulièrement préoccupant en matière d'accessibilité. Dans ce domaine, le Défenseur des droits déplore le retard important pris par la France et les réticences persistantes des pouvoirs publics à appréhender l'accessibilité comme une condition préalable essentielle à la jouissance effective, par les personnes handicapées, des droits fondamentaux reconnus par la Convention... [Défenseur des droits, 2020, 109p.](#) – [Texte intégral](#)

Rapport d'information n° 3126 sur les "métiers du lien" – Bonnel Bruno, Ruffin François

Ce rapport d'information sur les métiers du lien se penche sur les intervenants à domicile, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), les assistants maternels et les animateurs périscolaires. Les auteurs déclinent quarante-trois propositions pour améliorer les statuts et les revenus de ces professionnels, reconnaître la pénibilité et améliorer les conditions de travail mais aussi assurer leur reconnaissance et créer un vrai statut ainsi que de réelles perspectives de carrière. [Assemblée nationale, 2020, 148p.](#) – [Texte intégral](#)

Emploi, chômage, revenus du travail. Edition 2020 – INSEE, DARES

L'Insee et la Dares présentent dans cette cinquième édition de l'Insee Références *Emploi, chômage, revenus du travail* un ensemble d'analyses et d'indicateurs portant sur le marché du travail. On trouvera dans les pages 136-137 la fiche 4.5 Travail, santé et handicap. [Insee, Collection Insee Références, 2020, 210p.](#) – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

Ce que nous disent les personnes et les familles sur leur parcours de vie. Premier volet d'une étude annuelle sur l'impact de la stratégie nationale autisme-troubles du neuro-développement – Délégation interministérielle à la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement.

12 000 personnes et familles concernées par l'autisme, les troubles DYS, les déficiences intellectuelles, les troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) ont fait état de leur parcours de vie dans une étude conduite par la Délégation interministérielle et réalisée par Ipsos. Cette étude, qui sera renouvelée chaque année jusqu'en 2022, vise à mesurer l'efficacité concrète de la stratégie nationale dans le quotidien des personnes. Ce premier volet procure ainsi des données indispensables à la conduite de cette politique de santé publique mais aussi une photographie de référence qui vaudra pour comparaison avec les enquêtes suivantes. [Délégation interministérielle à la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement, Cahier spécial-juin 2020, 40p.](#) – [Texte intégral](#)

Consultation auprès des personnes en situation de handicap sur leur situation pendant le confinement. Vague 2

– Agefiph, Ifop

L'AGEFIPH et l'IFOP se sont associés pour réaliser une grande étude portant sur le vécu professionnel des personnes en situation de handicap pendant la crise du Coronavirus. Cette grande enquête nationale vise à comprendre comment la crise du Coronavirus affecte le quotidien –notamment au niveau professionnel– des personnes en situation de handicap. Le ressenti des personnes en situation de handicap est mis en perspective avec les résultats obtenus lors des enquêtes IFOP auprès de la population française. La consultation a été menée auprès d'un échantillon de 3879 personnes en situation de handicap (PSH). Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 26 juin 2020. [Agefiph, Ifop, 2020, 29p.](#) – [Texte intégral](#)

Feuille de route du numérique en santé. Trajectoire du numérique en santé adaptée pour le secteur médico-social

– Délégation ministérielle du numérique en santé

La doctrine technique commune aux secteurs sanitaire, médico-social et social définit les grandes orientations d'architecture et de déploiement du numérique au service du soin et de l'accompagnement. [...] Cette doctrine ne porte pas sur les systèmes d'information purement administratifs et financiers. Pour cela, cette démarche s'appuie sur : - Une gouvernance inversée, pour que les acteurs du terrain challengent et aident à fixer les priorités ; - La déclinaison action par action d'une stratégie commune, pour que le numérique aide à déconstruire les silos ; - Des projets emblématiques pour mettre les acteurs du médico-social au cœur des ressources numériques partagées nécessaires aux parcours des usagers (RPPS+, Messageries sécurisées de Santé, ROR...) ; - Le déploiement des briques de base nécessaires au développement du numérique dans le secteur avec le financement d'implémentation et d'évolutions de dossiers de l'utilisateur informatisé ; - L'accompagnement et la montée en compétence des acteurs avec la création et l'animation de communautés de professionnels engagés dans l'amélioration de leur pratiques grâce au numérique ; - Un soutien à l'innovation dans le secteur pour se projeter dans les services numériques qui apportent de la valeur métier avec l'appel à projets « Structures 3.0 » qui cible spécifiquement les acteurs du médico-social en 2020.... [Ministère des Solidarité et de la santé, 2020, 23p.](#) – [Texte intégral](#)

Les établissements de santé. – édition 2020 – Toutlemonde Fabien (Dir.)

En 2018, plus de 3 000 établissements de santé assurent le diagnostic, la surveillance et le traitement des malades. Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population et l'augmentation des pathologies chroniques, les structures hospitalières, dont le nombre continue de diminuer, s'adaptent et modifient en profondeur leur offre de soins, par le biais notamment du développement de l'hospitalisation à temps partiel ou de l'hospitalisation à domicile. Dans son édition 2020, *Les établissements de santé* détaillent, pour l'année 2018, les capacités d'accueil et l'activité des hôpitaux et cliniques, le parcours des patients par disciplines, les caractéristiques du personnel rémunéré (médical et non médical) ou encore les équipements techniques et leur répartition sur le territoire. Les indicateurs mis à disposition par la Haute Autorité de santé (HAS) pour évaluer la qualité des soins et la sécurité des patients sont présentés de façon synthétique. Enfin, des éléments de cadrage permettent d'apprécier l'évolution de la santé économique et financière du secteur, et celle de son contexte juridique et réglementaire. [Collection Panoramas de la Drees-social, 2020, 208p.](#) – [Texte intégral](#)

Le travail social en quête de légitimité. Une lutte pour la connaissance et la reconnaissance – Alix Jean-Sébastien, Autès Michel, Marlière Eric

À l'heure où les politiques s'orientent vers un néo-libéralisme débridé, la pratique même du travail social est questionnée. Impactés par des logiques gestionnaires qui ignorent les références anciennes à la solidarité, par une politique du moindre coût et de la performance, les professionnels du social sont à la recherche d'une nouvelle reconnaissance, d'une nouvelle légitimité. Selon certains auteurs, la légitimité sociale et politique proviendrait d'un statut scientifique et académique du travail social. Cet ouvrage souhaite justement interroger la pertinence de cette stratégie, car si depuis longtemps ces questions se posent, elles ont pris une dimension nouvelle au regard des profonds changements et des tensions internes dans le champ de l'intervention sociale. Écrit par une équipe de sociologues reconnus, l'ouvrage contribue à éclaircir les enjeux autour de la revendication de reconnaissance du travail social en tant que science. En présentant des réflexions innovantes et des points de vue différents, il suscite le débat et met en perspective les controverses actuelles (réforme des diplômes, rapports et tensions entre écoles de formation en travail social et universités). [Presses de l'EHESP, Collection Politiques et interventions sociales, 2020, 228p.](#) – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

Les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité fin 2028 – Calvo M., Richet-Mastain L.

Fin 2018, en France, la moitié (53 %) des 6,6 millions de personnes bénéficiaires de revenus minima garantis fin 2017 sont pauvres en conditions de vie selon l'indicateur usuel de l'Insee, fondé sur l'analyse des contraintes budgétaires, des retards de paiement, des restrictions de consommation et des difficultés liées au logement vécues par ces personnes (voir infra). C'est le cas de 61 % des bénéficiaires de minima sociaux et de 46 % des bénéficiaires de la prime d'activité. Les bénéficiaires de revenus minima garantis sont cinq fois plus concernés par cette forme de pauvreté que l'ensemble de la population (11 %). Fin 2018, 44 % des bénéficiaires de revenus minima garantis sont contraints sur un plan budgétaire (contre 14 % de l'ensemble de la population). 54 % estiment que l'ensemble des revenus de leur ménage n'est pas suffisant pour couvrir toutes leurs dépenses courantes. Par ailleurs, plus d'un quart des bénéficiaires de revenus minima garantis ont eu des retards de paiement en 2018. 14 % avaient encore des factures de l'année impayées fin 2018. 65 % des bénéficiaires de minima sociaux déclarent subir d'importantes restrictions de consommation, soit six fois plus que l'ensemble de la population (10 %). Ces restrictions de consommation concernent également fortement les bénéficiaires de la prime d'activité (45 % d'entre eux). [...]. Les allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et du minimum vieillesse ont des taux de pauvreté en conditions de vie plus faibles (respectivement 45 % et 59 %) que les bénéficiaires du RSA et de l'ASS. En revanche, ils voient leur situation se détériorer depuis 2012 (+ 6 et + 9 points), en particulier en termes de restrictions de consommation. [Les Dossiers de la Drees, n° 61, 2020, 32p.](#) – [Texte intégral](#)

Rapport d'activité 2019 – CCAH

Près de 28 millions d'euros ont été versés à des programmes ou à des projets handicap, principalement les groupes de protection sociale. Habitat, emploi, santé, avancée en âge : tous les thèmes sont abordés dans les projets soutenus en collaboration étroite avec les membres associatifs du CCAH et tous les acteurs de terrain. Le rapport d'activité en chiffres : Le pôle Projet a étudié près de 500 demandes de soutien reçues en 2019. L'équipe a mobilisé auprès des membres du CCAH plus de 27,7 millions d'euros pour soutenir 122 projets. Des projets "Initiatives numériques et Handicap" ont été soutenu à hauteur de 300 000€ dans le cadre de l'appel à projets dédié mené en partenariat avec Simplon. Le programme d'aide au départ en vacances mené en partenariat par les membres du CCAH et l'ANCV a soutenu 3709 travailleurs d'Esat et leurs aidants grâce à une aide financière de 1.15 M€... [CCAHA, 2020, 35p.](#) – [Texte intégral](#)

Rapport annuel 2019 – Fonds d'insertion pour les personnes handicapées dans la fonction publique -FIPHFP

Pour la 1ère fois, le rapport national du FIPHFP intègre un cahier central avec des informations et données chiffrées régionales. Interviews, témoignages, zoom rappellent l'engagement de tous les acteurs impliqués pour et dans l'emploi des personnes en situation de handicap dans la Fonction publique. [FIPHFP, 2020, 38p.](#) – [Texte intégral](#)

Et le soleil reflurira – Drivet Aurélie

Lorsqu'elle se retrouve dans les toilettes d'un supermarché, un test de grossesse positif dans les mains, Aurélie Drivet ne sait pas si elle doit rire ou pleurer. Un an auparavant, elle perdait sa deuxième fille à la naissance : et si la vie n'était qu'une répétition de malheurs ? Ancré dans les paysages de la pointe du Finistère, ce récit autobiographique est l'histoire d'une métamorphose et d'un combat intime. Terrassée par le décès de sa fille à la naissance, Aurélie Drivet vit une nouvelle grossesse : où trouver les armes pour ne pas céder à la peur et avoir confiance en l'avenir ? [Hygée Editions, Collection Plumes, 2020, 128p.](#) – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

Demain, Je pourrai choisir d'habiter avec vous ! – Piveteau Denis, Wolfrom Jacques

Ce rapport passe méthodiquement en revue les douze principaux freins identifiés au développement de l'habitat inclusif, et formule pour chacun une série de propositions concrètes, en termes d'évolution ou d'assouplissement des cadres techniques et juridiques en place, de solvabilisation des personnes et des projets, ou de mobilisation des communautés d'acteurs dans les territoires. Les auteurs inscrivent l'ensemble de leurs recommandations au service d'une vision d'un habitat "accompagné, partagé et inséré dans la vie locale", permettant aux personnes de "vivre chez soi sans être seul", et de rester des habitants acteurs, et non des résidents accueillis. Les douze "idées pour l'action" et les cinquante-six propositions qui les déclinent sont guidées par quatre fils conducteurs retenus par le rapport : - celui de donner le "pouvoir d'agir" aux personnes qui font le choix de l'habitat "accompagné, partagé et inséré dans la vie locale" (API), de chercher des réponses qui partent de leurs besoins ; - celui de partir du logement, plutôt que du handicap ou du grand âge ; - celui de ne pas faire de l'habitat API un isolat, voire un contre-modèle, mais au contraire de l'inscrire dans le paysage divers des modes d'habiter (domicile ordinaire, établissement médico-social, logement-foyer etc.) ; - celui, de proposer une "phase starter", d'une durée de quatre ans, pendant laquelle pourront se mettre en place, le cas échéant de manière provisoire ou transitoire, les premiers éléments juridiques et financiers de la stratégie nationale de déploiement. [Gouvernement.fr, 2020, 276p.](#) – [Texte intégral](#)

Rapport d'activité 2019 - CNSA

Ce rapport présente le bilan de l'activité de la CNSA au cours de l'année 2019 dans sa double mission de caisse, avec la gestion des 27 milliards d'euros qui lui sont confiés, et d'agence dans son rôle d'animation de réseaux, d'appui aux acteurs de terrain et de soutien à la recherche et aux actions innovantes. Les équipes de la CNSA et le Conseil se sont mobilisés tout au long de l'année autour de grands chantiers, avec pour objectifs de : connaître les besoins et les pratiques, faciliter l'accès des personnes et de leurs aidants aux droits, prévenir la perte d'autonomie ; transformer et adapter l'offre médico-sociale ; accompagner et outiller le changement. [...] Le Conseil de la CNSA a poursuivi le cycle de réflexions amorcé en 2018 autour d'un triptyque : après avoir questionné la société inclusive et construit une doctrine relative à l'approche domiciliaire, il consacrera le chapitre 3 de sa démarche prospective aux financements de la politique pour l'autonomie. Cette réflexion est également au cœur des projets de loi organique et ordinaire relatives à la dette sociale et à l'autonomie visant à la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale. Ce chapitre paraîtra à l'automne. [CNSA, 2020, 134p.](#) – [Texte intégral](#)

LU POUR VOUS



Dépendance le guide pratique 2020 - Ouvrage collectif, Dubreuil Anna (Collab.)

Un guide concret et pratique qui répond aux questions et présente toutes les solutions pour faire face à la perte d'autonomie : Comment embaucher une aide à domicile ? Comment aménager son logement et bénéficier de la téléassistance ? Quelles aides financières pouvez-vous obtenir ? Comment choisir l'établissement d'accueil le mieux adapté ? Comment se faire aider quand on s'occupe d'un proche dépendant ? Quelle protection juridique mettre en place pour une personne fragilisée ? [Prat-éditions, 4ème Edition, 2020, 176p.](#) – [Fiche détaillée de l'ouvrage](#)

AGENDA NATIONAL

Communiqués de presse

Association pour la promotion de l'accessibilité et de la conception pour tous – Apact, 8 juillet 2020

"Enquête accessibilité et crise sanitaire" – [Répondre à l'enquête](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 8 juillet 2020

Coronavirus (Covid-19). "Accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 8 juillet 2020

Coronavirus (Covid-19). "Professionnels de santé" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 8 juillet 2020

"Le Conseil de la CNSA résolument tourné vers la création d'une 5e branche de sécurité sociale" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 3 juillet 2020

"Organisation des MDPH pendant le déconfinement" – [Voir le communiqué](#)

CNSA, 2 juillet 2020

"L'allocation aux adultes handicapés (AAH) en 2019 : premiers effets des mesures de simplification" – [Voir le communiqué](#)

Haut Conseil de la santé publique, 2 juillet 2020

Reprise d'une activité physique adaptée des personnes atteintes de maladies chroniques et des personnes âgées pendant l'épidémie de Covid-19 – [Voir l'avis](#)

ANAP Appui santé & médico-social, juillet 2020

kit de mise en conformité au RGPD – [Voir le Kit](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 30 juin 2020

"Comité national de suivi de l'Ecole inclusive" – [Voir le communiqué](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 30 juin 2020

"Foire aux questions déconfinement : personnes handicapées" – [Voir le communiqué](#)

CCAH, 29 juin 2020

"Près de 70 projets soutenus grâce au fonds d'urgence des membres du CCAH" – [Voir les projets](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 26 juin 2020

"Préparation saison estivale" – [Voir le communiqué](#)

Ministère des Solidarités et de la Santé, 25 juin 2020

"Premier comité de suivi de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance" – [Voir le communiqué](#)

Odas, 25 juin 2020

Lancement de "Lab'AU". Site internet dédié à l'innovation en faveur des personnes avançant en âge et des personnes en situation de handicap – [Voir le site](#)

Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des Personnes handicapées, 25 juin 2020

"L'Etat assouplit les protocoles sanitaires et le fonctionnement des établissements" – [Voir le communiqué](#)

Appel à projets, appel à contributions...**Ministère des Solidarités et de la santé, Caisse nationale d'assurance maladie, 3 juillet 2020**

Appel à manifestation d'intérêt "Expérimentation nationale d'un dépistage multidimensionnel du déclin fonctionnel lié à l'âge" : Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 15 novembre 2020 auprès de : dgs-sp5@sante.gouv.fr et à l'adresse de de l'agence régionale de santé du candidat - [Lire l'appel](#)

Revue Santé mentale soutenue par la Fondation de France, juin 2020

5ème édition du prix équipes soignantes en psychiatrie 2020 "Partageons nos projets de soins innovants dans la prise en charge des personnes souffrant de psychose !". Date limite de dépôt de candidature le 30 septembre 2020 – [Lire l'appel](#)

Colloques, congrès...**Toulouse, du 30 septembre au 2 octobre 2020**

"Travail social et numérique : évolution ou révolution ? " : 40ème Assises nationales du Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert -CNAEMO – [En savoir plus](#)

Paris, du 9 au 11 décembre 2020

"Inclusion, innovation et transformation, quelles réalités et quels impacts ? Les apports de la recherche appliquée" : 40ème Congrès de la Fisaf -Fédération nationale pour l'inclusion des personnes en situation de handicap sensoriel et Dys en France – [En savoir plus](#)

AGENDA INTERNATIONAL

Colloques, congrès...

Lausanne (Suisse), 19 et 20 octobre 2020 (Reporté aux 25 et 26 octobre 2021)

"L'inclusion au-delà des murs de l'école" : Colloque organisé par la Laboratoire international sur l'inclusion scolaire – LISIS – [En savoir plus](#)

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 et au RGPD 2016/679 du 27 avril 2016 , vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Service Documentation – Ecole des hautes études en santé publique, 15 avenue du professeur Léon Bernard 35043 Rennes Cedex et/ou par mail à bibliotheque@ehesp.fr

Ecole des hautes études en santé publique – EHESP Paris

20, avenue George Sand,

93 210 La Plaine Saint Denis - 02 99 02 24 50

En savoir plus sur le [service documentation](#)

Bibliotheque.paris@ehesp.fr

[S'abonner / Se désabonner](#)